

LES PISTES DE RÉFORME POUR LES PRINCIPALES MATIÈRES



Les nouveaux programmes scolaires pour les classes de seconde et première au lycée sont en train d'être finalisés par le Conseil supérieur des programmes. Leur version définitive qui sera enseignée dès la rentrée 2019 sera publiée fin décembre. Beaucoup d'enseignants critiques, notamment sur leur aspect plus didactique, ou encore sur leur aspect davantage élitiste, espèrent encore des réécritures. Mais les grandes lignes sont désormais connues...

Français : un enseignement plus encadré

L'enseignement du français fait l'objet d'une matière évaluée par une épreuve du bac à la fin de la 1^{re}. L'écrit du bac ne proposera désormais que la dissertation et le commentaire du texte, le sujet dit d'invention est supprimé. La moitié de la note d'oral du bac sera obtenue à partir d'un dossier documentaire proposé par l'élève à partir du « carnet personnel de lectures et de formation culturelle » qu'il devra élaborer dès la seconde. Sinon, l'enseignement du français s'effectuera toujours à travers les quatre grands genres (roman et récit, théâtre, poésie et littérature d'idées) avec une approche chronologique plus marquée, façon « Lagarde et Michard », en allusion à l'ouvrage emblématique de l'enseignement du français au lycée il y a quelques décennies. En outre, les programmes seront plus encadrés avec, désormais, l'étude de quatre œuvres obligatoires, décidées par l'Inspection générale, ce qui limitera la marge de manœuvre pédagogique des enseignants qui jusqu'à présent choisissaient les ouvrages à étudier. Les experts remarquent qu'il n'y a jamais eu d'œuvres obligatoires au bac français sauf sous le ministère Bayrou au siècle dernier. (1993-1997).

Maths : la matière devient une « spécialité » exigeante

La principale nouveauté réside dans la disparition des mathématiques du tronc

commun des matières enseignées en classe de première. Actuellement, seuls les lycéens de la voie littéraire (15 % des effectifs de la voie générale) ne faisaient plus de maths à partir de la première. Les maths vont devenir une « spécialité ». Les jeunes sont invités à choisir trois spécialités en première puis deux en terminale. La « spé maths », selon les experts, est ambitieuse avec un programme exigeant, presque plus qu'une première S actuelle, ce qui peut s'avérer problématique pour des élèves qui souhaitent faire des maths sans ambitionner de devenir Cedric Villani.

Histoire : l'événement contre les idées ?

Les programmes d'histoire-géo sont de ceux qui suscitent le plus de controverse. Et pas seulement en France. Le pouvoir politique est fortement soupçonné d'y instiller sa vision de l'histoire, et notamment soupçonné d'alimenter le roman national de la maternelle à la terminale (« nos ancêtres les Gaulois »). Le nouveau programme de 1^{re} prévoit de couvrir l'histoire, principalement française, de la Révolution (actuellement ensei-

gnée à la fin de la seconde) jusqu'à la première guerre mondiale, avec des intitulés plus descriptifs comme « La difficile entrée dans l'âge démocratique - la II^e République et le Second Empire » ou bien « La mise en œuvre du projet républicain ». Et pourtant, là encore, au-delà de ces intitulés, les programmes se veulent « plus chronologiques », ce qui n'est pas forcément un mal car poser les bases chronologiques de l'histoire permet à l'élève de mieux appréhender ensuite les thématiques abordées. Mais plusieurs syndicats dénoncent le retour d'une « une histoire événementielle, au détri-

ment du mouvement des idées ». Vieille querelle ! Cette controverse, au demeurant féconde, devrait être versée au programme d'enseignement de l'histoire. Le contenu de l'enseignement moral et civique suscite aussi son lot de critiques, mais là encore, c'est quasiment la loi du genre. Avoir ce qu'en feront réelle ment les enseignants dans les classes. Et en géo, quoi de neuf ? La planète est toujours ronde. Et les intitulés toujours aussi alléchants : « Les dynamiques des espaces productifs dans la mondialisation », ça vous dit ? Sinon, on relève parmi les préconisations que les différents chapitres abordés (production, ruralité...) devront proposer un éclairage côté France. Une dialectique entre global et local qui se défend.

Sciences économiques et sociales : la microéconomie contestée

Économie, sujet sensible ! Il n'y a pas que l'histoire qui suscite la controverse. Le choix de privilégier la microéconomie au détriment de la macroéconomie suscite un vif débat. Les nouveaux programmes traduisent-ils un prisme conservateur libéral ? L'Association des professeurs de sciences économiques et sociales, vent debout, a lancé une pétition pour demander la « réécriture » des programmes, qui interdisent, selon elle, de saisir « les grands enjeux qui traversent nos sociétés ». « En deux ans, avec ces projets, les élèves n'auraient que bien peu entendu parler des inégalités, du pouvoir d'achat, des hiérarchies entre groupes sociaux ou du chômage ». Des gros mots, il est vrai pour nombre d'économistes libéraux. « Le programme de sciences économiques et sociales tel qu'il nous est présenté ici empêche de préparer les élèves à développer leurs capacités futures de citoyens critiques et émancipés », résume un professeur pétitionnaire. Des citoyens « critiques et émancipés » ? On est pourtant bien là au cœur de la mission de l'école républicaine en général et du lycée en particulier.

D.H.

« Les parents d'élèves saturent avec ces réformes »

Muriel Paletou

Présidente de la Fédération de Conseils de parents d'élèves de Haute-Garonne

Que vous inspirent en tant que parents d'élèves, les nouveaux programmes pour les lycéens de seconde et première, programmes dont on connaît maintenant les grandes lignes ?

Les nouveaux programmes suscitent les mêmes interrogations et inquiétudes que la réforme globale du lycée et de l'orientation. L'inquiétude des parents mais aussi des enseignants qui devront les appliquer en première ligne dans les classes. Les parents n'ont pas été associés si ce n'est par des mascarades de consultation et de concertation, d'ailleurs la FCPE a quitté plusieurs fois la table (1). Nous constatons que dans la réforme, tout va dans le sens de plus d'élitisme à rebours de notre combat permanent, la lutte contre les inégalités scolaires.

Vous pointez plus largement une grande incompréhension des parents face à la succession de réformes...

En tant que parents d'élèves, on essaye d'être dans la compréhension et la bienveillance mais nous sommes aujourd'hui partagés et inquiets. Les pa-

rents d'élèves en ont marre de ces réformes, ils saturent car ils n'en voient pas le sens, si ce n'est que l'on va vers une école plus élitiste, plus inégalitaire. Dans quels buts les gouvernements qui se succèdent font des réformes sans véritable projet pour l'école ? A la FCPE, il se trouve que nous avons élaboré un véritable projet éducatif, il s'agit de dire quelle école on veut, école avec un grand « E », de la maternelle au lycée. Mais que voit-on ? On modifie les contenus tous les deux-trois ans alors que l'école exige un temps long, il faut 15 ans pour former un jeune, et il y a une contradiction permanente entre le temps scolaire et le temps politique. On note ainsi que chaque nouveau ministre nous dit qu'il ne défera rien de l'action de son prédécesseur... avant de s'atteler à détricoter le travail précédent sans évaluation de ce qui a été engagé. C'est ce qui se passe encore aujourd'hui.

Justement, avec cette autre réforme du Conseil national d'évaluation du système scolaire (Cnesco), une page de l'évaluation indépendante se tourne-t-elle ? Remarquons d'abord que si les enseignants, et même nous les parents, nous évaluons nos enfants en permanence, il n'y a en revanche pas d'évaluation aujourd'hui de l'action du ministre et des politiques publiques engagées. Le Cnesco que vous évoquez a fait un tra-



“

« Les parents d'élèves en ont marre de ces réformes qui se succèdent sans sens, ni projet éducatif, si ce n'est celui d'une école plus élitiste et inégalitaire »

vail scientifique remarquable en confrontant différents points de vue sur les politiques éducatives, avec notamment un travail remarquable sur les inégalités scolaires, mais il est regrettable que cet organisme soit transformé avec une composition qui ne garantit plus son indépendance. C'était le seul observateur objectif des politiques éducatives...

Au-delà des nouveaux programmes, c'est surtout la réforme du lycée dans sa globalité et du flou persistant en ce qui concerne l'orienta-

tion que vous trouvez anxiogène pour la communauté éducative...

C'est en effet l'ensemble de la réforme du lycée qui pose problème. Le lycée va être de plus en plus compliqué à décrypter pour les familles les plus dévalorisées. Construire un parcours individuel, ou préparer un grand oral ne s'improvise pas. Les nouvelles modalités de l'orientation suscitent une grande inquiétude chez les enseignants et les parents d'élèves car nous n'avons pas d'information claire. Nous sommes déjà à la fin du premier trimestre et nous restons dans le flou complet sur l'orientation des élèves à la fin de la seconde. Les élèves doivent choisir les matières appelées « spécialités » qu'ils suivront à la rentrée hors du tronc commun. Mais les établissements planchent toujours sur les spécialités qu'ils proposeront et nous ne saurons qu'en mars quels établissements les enseigneront. Grande est l'inquiétude des parents, notamment dans le milieu rural, mais pas seulement, sur la future carte des spécialités.

Propos recueillis par Daniel Hourquebie

(1) Plusieurs personnalités ont par ailleurs démissionné du Conseil supérieur des programmes pour des raisons identiques.

(2) Dans le cadre de la réforme qui entre en vigueur à la rentrée 2019, les élèves doivent suivre trois matières « spécialités » en première et deux en terminale.